

14ème législature

Question N° : 22297	De M. Éric Jalton (Socialiste, républicain et citoyen - Guadeloupe)	Question écrite
Ministère interrogé > Égalité des territoires et logement		Ministère attributaire > Égalité des territoires et logement
Rubrique > professions immobilières	Tête d'analyse > agents immobiliers	Analyse > location. vendeurs de listes. réglementation.
Question publiée au JO le : 26/03/2013 Réponse publiée au JO le : 27/08/2013 page : 9070 Date de changement d'attribution : 30/04/2013		

Texte de la question

M. Éric Jalton appelle l'attention de Mme la ministre de l'égalité des territoires et du logement sur les marchands de listes. L'interpellation d'un collectif d'étudiants souligne les abus qui touchent, au premier chef, le public fragilisé des étudiants et des jeunes travailleurs. Ce sont des abus dont sont victimes plus globalement les locataires requérants confrontés à la double peine d'être pas ou mal logés et à la merci des spéculateurs. Il souhaite donc connaître les mesures envisagées pour mieux encadrer cette activité une nouvelle fois décriée.

Texte de la réponse

L'activité dite « marchands de listes immobilières » qui consiste à vendre des listes d'annonces de logements à des particuliers, en particulier à des jeunes et à des étudiants, donne lieu à de multiples critiques tenant à l'inexistence des biens proposés, à des indications erronées, à des propriétaires inexistantes ou encore à des produits insalubres qui ne correspondent pas aux informations données. Ces mauvaises pratiques ont notamment conduit l'association UFC Que Choisir à porter plainte en 2012 contre ces vendeurs de listes. Dans un contexte d'augmentation continue de la dépense de logement et de crise économique affectant les activités d'entremise et de gestion immobilières, il devient urgent de mettre fin à ces dérives, qui touchent particulièrement les jeunes à la recherche d'un logement, les étudiants, les personnes dont les revenus modestes ne leur permettent pas de faire appel à un agent immobilier classique. A cette fin, une mesure visant à imposer que les logements proposés au sein des listes aient fait l'objet d'un mandat d'exclusivité avec le marchand de liste, par lequel le propriétaire du bien s'engage à ne pas confier la location ou la vente de son bien à un autre professionnel, est proposée au sein du projet de loi pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové (ALUR). Cette mesure permettra d'assurer aux clients que la liste qu'ils acquièrent comporte uniquement des biens qui n'ont pas déjà été loués par d'autres agences.